



Réinvestir l'espace public

Acteurs de terrain et institutionnels échangent leur vision de la participation citoyenne, de l'engagement, de la « politique » au sens premier du terme : l'organisation de la cité.



Majo Hansotte : Auteur d'une thèse sur l'espace public contemporain et enseignante pendant vingt ans, elle se charge de formations d'acteurs engagés dans les mouvements sociaux et associatifs, dans l'éducation populaire et scolaire. Elle est également chargée, par la Communauté française de Belgique, d'une mission portant sur la participation citoyenne.



Benoît Derenne : Directeur de la Fondation pour les Générations Futures¹, qui appuie les projets et réflexions liés au concept de développement soutenable. La FGF a notamment joué le rôle d'interface entre citoyens et décideurs en innovant par la mise en place de Panels de Citoyens, un processus participatif rassemblant des citoyens tirés au sort.



Patrick Bodart : Coordinateur de Periferia², une association active sur le terrain dans la mise en place de dispositifs participatifs en Belgique et dans le Nord de la France. Periferia co-anime également le Réseau Capacitation Citoyenne, regroupant des collectifs qui croisent leurs pratiques pour renforcer leurs actions solidaires et citoyennes.

Espace public et participation citoyenne

Majo Hansotte : A la participation citoyenne, je préfère la notion d'engagement dans l'espace public, du local au mondial. Les régimes réellement démocratiques sont des régimes à 3 étages. Entre ceux qui nous gouvernent et nous qui vivons, il y a une zone d'intervention publique, qui est le véritable moteur des démocraties et sa véritable garantie. Ce sont toutes les façons que nous avons de nous réunir librement avec d'autres pour contrôler ceux que nous avons élus, pour les contester et pour proposer. Tout lieu où des gens s'investissent dans la question du bien commun. C'est une dimension de la vie, fondée sur la liberté, l'autonomie et la créativité, qui n'a pas de contraintes contractuelles en termes de rapport de force ou de rapport de pouvoir - ce n'est pas le prof ou le patron qui va me dire que faire. C'est une dimension de la vie qui est aussi très créative, puisque tout peut s'inventer en fonction des circonstances. Puisque le citoyen n'a pas la légitimité de l'élection, il va donc construire une autre légitimité et une autre validité.

Benoît Derenne : Les citoyens peuvent avoir la volonté de réinvestir l'espace public, pour prendre une place, un poids, qu'ils ont

l'impression de ne pas avoir. A côté de cette « citoyenneté naturelle », il y a un autre volet, un autre processus, demandé par les autorités, pour que les citoyens ne soient plus de simples badauds par rapport à la chose politique. Pourtant, il existe une distance immense entre les citoyens et les institutions. Il faut donc redonner le sentiment qu'il est possible de réinvestir l'espace public et pousser les citoyens dans ce sens. Pour ce faire, il est essentiel de contractualiser les objectifs, d'assurer la transparence des processus mis en place, de définir qui commande, qui est à la manœuvre, comment tendre vers plus d'égalité entre tous ceux qui seront impliqués dans le processus.

Patrick Bodart : Chez Periferia, on se positionne en parlant de rééquilibrer les pouvoirs d'influence pour tout ce qui concerne la gestion de la cité au sens général. C'est prendre une part dans les décisions. On met en place des processus, avec un public aussi large que possible, pour que les personnes aient une plus grande prise sur les décisions. On cherche à influencer les politiques publiques qui régissent la vie en commun. L'idée d'espace public est constamment présente dans notre travail. L'espace public, c'est en même temps la place, le lieu physique, mais aussi l'espace public de débat.

Prendre conscience de ses capacités

Patrick Bodart : Pour que les gens prennent part à des décisions, il est nécessaire de donner une information, mais ce n'est pas suffisant. C'est pourquoi on tient énormément à la notion de « capacitation »³, qui consiste à dire qu'on a tous, individuellement et collectivement, des capacités à avoir un avis et des idées. Cet avis est important à développer et à affiner. Pour nous, la notion de participation, c'est surtout mettre en place une démarche pour que les gens osent prendre la parole. Prendre la parole, ça peut s'exprimer par la voix, mais aussi par l'écriture, par le dessin, par les attitudes... On essaye de contrer les jeux de pouvoir et de permettre que dans un lieu de débat, la personne qui ne s'exprime pas très bien puisse avoir autant de poids que la personne qui parle bien.

Vers le collectif

Majo Hansotte : Mon travail⁴ a consisté à voir, à travers l'histoire des mouvements sociaux, quels types d'intelligences collectives sont investis face à des injustices subies. Il y a la capacité à raconter ce que l'on vit et ce que les autres vivent. Une autre approche est celle du questionnement critique. C'est une approche méthodologique importante avec des jeunes : oser questionner les certitudes, déconstruire... Enfin, vient le moment où il faut pouvoir s'allier avec d'autres pour savoir ce qu'on veut exactement changer. Il faut alors progressivement introduire l'argumentation. L'argumentation et le débat viennent donc quand les gens savent déjà ce qu'ils veulent ou en tout cas ce qu'ils ne veulent plus, qu'ils ont déjà fait un questionnement critique, et qu'ils se sont mis ensemble pour changer les choses. Le défi, c'est de passer du « je » au « nous » et du « nous » au « nous tous ».

Patrick Bodart : Un dialogue doit donc s'instaurer, pour ensuite en arriver à construire et à délibérer ensemble. Il s'agit de « co-produire », en passant de l'intérêt particulier à l'intérêt général. Co-produire nécessite de croiser les intérêts de tous. Pas seulement des habitants, mais aussi des services publics, des fonctionnaires, des politiques... La mise en évidence du collectif ne veut pas dire non plus que tous les gens pensent la même chose. Avec la capacitation, on essaie de croiser la diversité des publics, ainsi que la diversité des thèmes.

Au-delà du couple « politique - citoyen »

Majo Hansotte : Il faudrait aussi sortir du couple « responsable politique - citoyen ». Ceux que nous devons affronter, interpeller et faire bouger, ce ne sont pas tant les responsables politiques que le marché, les responsables de la finance, certains lobby, multinationales ou médias... La destruction de la planète et l'aliénation des êtres humains, les hommes politiques n'en sont pas fondamentalement les premiers responsables. Donc il doit y avoir tout un axe citoyen très fort qui affronte ceux qui, réellement, menacent notre vie et où les hommes politiques ont intérêt à être quelque part nos alliés. C'est pour ça que c'est important de faire tout ce travail de conscientisation, c'est-à-dire faire en sorte que les gens ne se résignent pas, restent ouverts et soient prêts à s'engager dans des luttes très longues et très dures.

Benoît Derenne : Pour moi le couple citoyen - politique, c'est un couple renforteur. Les politiques ont énormément d'impacts puisqu'ils définissent les normes et les règles. Il faut renforcer le politique.

Des grands mouvements sociaux aux petites initiatives citoyennes... Tout le monde peut faire de la politique ?

Majo Hansotte : Je vois un double mouvement dans les dynamiques politiques au sens noble du terme. Il y a des grands mouvements assez solides et relativement bien structurés, comme le courant altermondialiste ou des courants syndicaux. Et par ailleurs, il y a des expérimentations mises en place par des collectifs qui essaient de mettre en œuvre d'autres manières de vivre. Ces collectifs, dans certains combats, durent un temps et se dissolvent. Je pense que c'est l'une des formes de l'engagement contemporain : l'émergence de collectifs qui viennent avec une parole alternative, qui se mobilisent autour de ça, qui construisent des pratiques novatrices et puis qui se dissolvent ou se rattachent à ces grands mouvements structurés.

Benoît Derenne : Il y a aussi les citoyens individuels qui jamais ne rejoindront les collectifs. De plus, si les collectifs naissent, vivent et meurent aussi rapidement aujourd'hui, c'est à l'image de notre société. L'engagement du citoyen vit et meurt aussi rapidement. Les mouvements sociaux et les collectifs ne représentent qu'une partie de la population. Si on veut aller vers une société plus démocratique, notre société doit se projeter dans les générations futures et doit produire des nouvelles formes d'implication des citoyens lambda.

Patrick Bodart : C'est essentiel d'être hyper créatif. Prenons l'exemple du budget participatif⁵. À partir d'un certain modèle qui est né à Porto Alegre, aujourd'hui il y a des centaines de budgets participatifs différents. Ils ont tous une intention commune, mais qui a été appropriée par des citoyens et pouvoirs publics qui en font des démarches très originales et porteuses. Les grands mouvements n'ont de chance que s'ils acceptent la diversité des petites initiatives.

La place de l'éducateur

Majo Hansotte : Les enseignants ne sont pas là pour défendre un parti politique, mais il est fondamental qu'ils aient des connaissances en philosophie politique et qu'ils aient conscience de ce qu'est l'espace public et la démocratie. Les écoles sont profondément liées avec la démocratie. L'école n'est cependant pas le lieu de l'exercice libre de la citoyenneté, puisqu'à l'école, on est sous tutelle. Mais l'école informe ses élèves, leur fournit les compétences et les cadres référentiels et peut leur donner goût à l'exercice de la citoyenneté.

Benoît Derenne : Si on a des adultes qui arrivent en incapacité ou qui se croient en incapacité d'être citoyens, c'est que les processus précédents, dans leur vie, les amènent à cette perception de leur être social. On a alors un problème avec l'école, mais aussi avec la famille... Les enfants sont naturellement en attente d'apprendre. Ils peuvent prendre conscience de leur capacité à agir, individuellement et collectivement. Et le collectivement se retrouve notamment dans l'école.

Propos recueillis par Céline TERET

¹ & ² Lire « Adresses utiles » pp.20-21

³ Voir aussi www.capacitation-citoyenne.org

⁴ Lire « Les intelligences collectives : Comment se prend et s'invente la parole collective », de M. Hansotte, De Boeck & Larcier, 2005 (2e éd.). Autre lecture : « Par où passe le devenir ? Mouvements émergents et nouvelles modalités de l'engagement politique », Etopia, fév. 2007, téléchargeable sur www.etopia.be

⁵ Concept et démarche mis en œuvre à Porto Alegre au Brésil et qui consistent en la co-production des habitants avec les services de la ville pour les choix d'utilisation du budget communal. Il permet à la population locale d'identifier les problèmes à régler, d'établir une hiérarchie des priorités et donc des investissements à réaliser, puis d'examiner leur compatibilité avec les ressources disponibles.